



## Communiqué de presse

03/06/2010

### **Dialogue social dans les TPE : la CGPME lance une pétition**

Le gouvernement ne semble pas vouloir entendre les préoccupations et les inquiétudes des chefs d'entreprise de moins de 11 salariés.

Sur la base d'un texte signé par l'UPA et 4 syndicats de salariés il persiste, au travers du projet de loi « *complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale* » examiné au Sénat la semaine prochaine, à vouloir introduire suspicion et bureaucratie, là où règnent la franchise et le dialogue direct entre le chef d'entreprise et les salariés.

Mettre les TPE sous la surveillance de commissions paritaires est une erreur majeure aux yeux de ces centaines de milliers d'employeurs de moins de 11 salariés qui se sentent trahis, les intérêts des syndicats de salariés étant privilégiés au détriment de ceux qui font la croissance et l'emploi.

La CGPME a donc décidé de lancer une pétition demandant que les dispositions relatives à la représentation collective du personnel dans les entreprises de moins de 11 salariés soient modifiées.

Pour signer la pétition [cliquer ici](#)